

La crise que vit aujourd'hui le capitalisme, la plus grave depuis 1929, a des causes profondes. La libéralisation financière décidée il y a 30 ans, a donné tout le pouvoir aux marchés financiers et la priorité à la « création de valeur pour les actionnaires » dans les entreprises, imposant des choix technologiques et stratégiques désastreux, au détriment de l'emploi, des salaires, de la recherche, de la formation, et de l'intérêt général. Ainsi, la perte de 8 % des salaires dans la valeur ajoutée, entre 1983 et 1990, n'a jamais été récupérée depuis ; ce qui représente annuellement entre 100 et 150 milliards d'euros qui ne vont pas dans la poche des salariés. Ces sommes colossales détournées au profit des actionnaires ne sont pas allées à l'investissement dont la part relative dans la valeur ajoutée est plutôt à la baisse, et dont les variations dépendent principalement de la conjoncture.

C'est ainsi que les inégalités ont remonté...et les taux de profit aussi !

Cette « déformation » dans le partage de la valeur ajoutée constitue une aberration économique !

Particulièrement visible dans les sociétés du CAC40, cette évolution est aujourd'hui aussi constatée dans les sociétés détenues par les fonds d'investissement ; en empruntant aux banques, leurs actionnaires sont prêts à tout pour dégager une super-rentabilité au bout de quelques années. Prêts à tout, et surtout à sacrifier les salariés :

Ainsi, **EUROFARAD**, PME de 600 salariés produisant des composants électroniques pour la défense, l'aéronautique et le spatial, détenue majoritairement en LBO par un fonds d'investissement géré et contrôlé par la Caisse des Dépôts et Consignations **a vu la part des salaires dans la valeur ajoutée diminuer de 12 points entre 2000 et 2007.**

L'évolution des rapports salaires/profits est édifiante : en 7 ans, la part relative des salaires a chuté de - 42 %, alors que celle des actionnaires a progressé de + 73 %.

Et cela, sans même compter les plus-values exorbitantes qui seront réalisées à l'issue du LBO !

Pourtant, le gouvernement FILLON continue à promouvoir la généralisation du Capital-Investissement comme modèle économique de référence, se basant sur un rapport contestable du Conseil d'Analyse Economique d'août 2008, nous conduisant, avec ses autres réformes, tout droit à la catastrophe !

A cet égard, la nomination de Walter Butler, patron du fonds de LBO Butler Capital Partners, ainsi que Laurence Danon, membre du Directoire d'Edmond de Rothschild Corporate Finance et spécialiste des LBO, au conseil d'orientation du Fonds Stratégique d'Investissement illustre bien la volonté du président de la République et du gouvernement de soutenir l'**industrie financière, pourtant responsable et coupable de la crise !**

Aujourd'hui, **une nouvelle répartition des richesses s'impose... mais ne se décrète pas !**

Pour faire face à la crise et renverser cette tendance mortifère, le Collectif LBO appelle à la convergence de l'ensemble des forces progressistes, démocratiques et républicaines de ce pays :

- afin de soutenir les initiatives régionales allant dans le sens de la démocratisation de nos entreprises, de nos institutions et de nos banques, avec davantage de droits d'intervention pour les salariés;
- afin d'expliquer davantage l'idéologie néolibérale, notamment à nos concitoyens abusés par le marketing politique de Nicolas Sarkozy.

Il est grand temps de prendre en mains notre avenir plutôt que de laisser des irresponsables nous conduire droit dans le mur !

Nous défilerons aux côtés de l'intersyndicale du secteur semi-public économique et financier ce jeudi 29 janvier, entre Bastille et Saint Augustin, sous la banderole :

**AFIC : POMPE A FRIC !
Anti-social, anti-démocratique**